

le poing levé



Tract édité par des militants de la LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire) et des JCR (Jeunesses Communistes révolutionnaires)

N°4

Troupes françaises, hors de Côte-d'Ivoire et d'Afrique !

La ministre de la Défense vient de révéler les mensonges du gouvernement en reconnaissant que les militaires français ont tiré sur des manifestants, le 9 novembre - faisant une vingtaine de victimes (la Fédération Internationale des Droits de l'Homme compte, elle, soixante morts et plus d'un millier de blessés).

Loin d'atténuer les conflits, l'armée française les aggrave en se comportant en armée d'occupation. Pour se justifier le gouvernement prétend intervenir pour défendre « l'état de droit » en Côte d'Ivoire - Chirac a ainsi pu déclarer : « *Nous ne voulons pas laisser se développer une situation pouvant conduire à l'anarchie ou à un régime de nature fasciste* ». Mais depuis la sanglante conquête coloniale (début du XXème siècle), depuis l'abolition du travail forcé (en 1947), l'armée française **n'a jamais quitté** la Côte-d'Ivoire et la responsabilité de l'état français dans la situation actuelle est écrasante.

Que le gouvernement du président Gbagbo soit une dictature pratiquant la pire des démagogies raciste et xénophobe ne fait aucun doute. Il s'est servi de la notion d'« ivoirité » pour se maintenir au pouvoir, désignant comme bouc-émissaire toute une partie de la population, ce qui a conduit à des massacres.

Mais ce n'est sûrement pas pour des raisons humanitaires que l'impérialisme français, servi par la droite aujourd'hui ou hier par la gauche, renforce sa présence militaire. Il soutient fermement les dictateurs - amis personnels de Chirac - du Togo, du Burkina Faso, du Tchad, du Cameroun, du Gabon, du Congo (parmi d'autres)... comme il a soutenu pendant près de quarante ans le dictateur multimilliardaire ivoirien Houphouët-Boigny, alors que son régime de parti unique emprisonnait, torturait, assassinait les opposants et réprimait les manifestations...

L'intervention française pour le contrôle des richesses

Premier investisseur (200 filiales de transnationales, 1000 PMI et PME), premier partenaire commercial, le capital français représente quelques **40% du capital** en Côte d'Ivoire. Bouygues contrôle le marché du BTP, a le monopole de la distribution de l'eau et de l'électricité ; Bolloré la concession du Chemin de Fer Abidjan-Ouagadougou, les 2/3 des activités portuaires, le leadership dans le café, le tabac, le caoutchouc, la moitié de la production de l'ananas et de la banane. France Télécom possède Côte d'Ivoire Télécom et le n°1 ivoirien du portable. Total-Fina-Elf détient

1/4 des actions de la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR), le tiers de la distribution des hydrocarbures... etc.

Si la Côte d'Ivoire est coupée en deux, la France y a une large part de responsabilité. Gbagbo était soutenu par l'impérialisme français tant qu'il garantissait l'ordre pour que les affaires des grandes entreprises se portent bien. Qu'importe alors si les victimes de sa démagogie raciste étaient les travailleurs et les paysans migrants venus des pays voisins.

Aujourd'hui que le capital français voit ses intérêts menacés, l'armée française intervient, tuant des manifestants. Cela ne peut que mettre de l'huile sur le feu : c'est la présence française en tant que présence coloniale qui est rejetée car elle porte la principale responsabilité de la détresse croissante des populations.

Alors que la Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de cacao, le troisième pour le café, le pays s'enfoncé dans la misère. Les salariés et les paysans pauvres sont victimes comme ici des ravages de la mondialisation capitaliste.

Dans les années 80, le cours des matières premières fixé par quelques pays riches s'est effondré, ruinant les petits producteurs de cacao et de café. Fin 1993, le franc CFA a été dévalué de 50 % réduisant de moitié les salaires.

Troupes françaises hors d'Afrique !

Quelles que soient les issues qui peuvent être envisagées pour résoudre la crise en Côte d'Ivoire, l'impérialisme français ne peut en aucun cas prétendre y participer vu son passé et ses intérêts : il est lui-même un des éléments principaux de crise. La solution ne pourra venir à terme que du peuple ivoirien lui-même, se réappropriant les richesses pillées.

Condamnons l'intervention française en Côte d'Ivoire et partout en Afrique. Solidarité avec les travailleurs de Côte d'Ivoire !

RÉUNION PUBLIQUE
contre la présence
des forces françaises en Côte d'Ivoire

le mercredi 15 décembre à 20h
salle de l'athénée municipal

Organisée par La LCR, AC!, le collectif Chiapas

L'EUROPE CONTRE LES TRAVAILLEURS ET LA JEUNESSE

En France et en Europe la situation de la jeunesse et des travailleurs se dégrade

Rapport Thélot, rapport Camdessus, plan Borloo, les attaques contre les travailleurs et les étudiants se multiplient en France. Mais ces attaques ont lieu partout en Europe: grève des pompiers en Angleterre, manifestations tous les lundis en Allemagne contre la réforme HartzIV qui casse toute protection sociale pour les travailleurs allemands. Partout en Europe, les statuts de la fonction publique sont remis en cause, la réforme LMD-ECTS détruit dans tous les pays les diplômes nationaux et le code du travail sous couvert d'autonomie des universités. En tant que futurs salariés, la jeunesse est aussi victime de ces attaques. Le rapport Thélot remis au gouvernement préconise de « *s'adapter à l'incertitude des besoins futurs de l'économie et de la société* » : le patronat a besoin rapidement d'une masse importante de travailleurs peu qualifiés à moindre coût. Aujourd'hui, l'augmentation des profits ne peut plus passer que par la destruction des droits et garanties arrachés par la lutte, des emplois et des usines. Les USA ont annoncé qu'ils n'auront pas assez de vaccins contre la grippe pour tout le monde. On croyait de telles situations réservées au Tiers Monde mais cela se passe dans le pays le plus riche au monde. C'est bien la preuve que les capitalistes ne reculent devant rien pour gagner de l'argent, même s'il faut fermer les usines qui fabriquent les vaccins.

En Europe, c'est l'Union Européenne qui est l'outil des capitalistes pour tout détruire

La constitution préparée par Giscard, entérine ce que tous les gouvernements européens ont commencé à faire : privatisation des services publics, réforme des retraites, intégration des syndicats à la mise en place des plans contre les travailleurs, le Parlement fantoche n'est là que pour masquer le pouvoir absolu de la Commission et des organismes internationaux (FMI, Banque Mondiale).

L'Union Européenne par le biais de ses directives réalise à l'échelle européenne ce que chaque gouvernement n'avait pas réussi à faire dans son pays. En 1995, Juppé n'avait pas réussi à casser la sécurité sociale et les retraites, en 2003, avec l'aide de la gauche au pouvoir, Raffarin fait passer ses réformes au nom des critères de convergence et des traités de Barcelone et Nice qui « obligent » légalement la France à détruire la Sécu et les services publics. La volonté du patronat est ainsi imposée à tous les travailleurs européens en prenant appui sur des institutions européennes créées sur mesure. Mais, la grève européenne des usines Opel a montré que les salariés européens, quelle que soit leur nationalité n'étaient pas décidés à se laisser diviser et étaient prêts à se battre.

Contre l'Europe du capital, nous défendons une Europe des travailleurs

Les dirigeants européens essaient de brouiller le débat à grands coups de démagogie et de racisme sur l'entrée de la Turquie ou la future constitution. Les travailleurs unis face aux reculs imposés n'ont aucun intérêt dans ces débats. Nous sommes solidaires des travailleurs turcs qui se battent contre les attaques dont nous sommes nous mêmes victimes et nous considérons que quelque soit la décision du PS, cette constitution est celle des capitalistes contre les travailleurs. D'autre part, la trahison des partis de la gauche plurielle qui ont tous appliqué les directives européennes, pose la nécessité d'un nouveau parti qui défende les intérêts des travailleurs aussi bien que les gouvernements européens défendent les intérêts du patronat européen. Face à l'absence d'organisations qui aident loyalement les travailleurs à se défendre et à imposer leur volonté, un nouveau parti, révolutionnaire et internationaliste, est nécessaire pour imposer une Europe libre et démocratique, débarrassée de l'exploitation capitaliste.

Qui sommes-nous ?

Communistes révolutionnaires, nous nous battons pour un changement radical de la société. Le capitalisme impose sa barbarie guerrière partout dans le monde, la démocratie parlementaire n'est qu'une coquille vide sans le moindre contrôle direct de la population, une réelle égalité homme-femme reste encore à gagner et la Terre ressemble de plus en plus à une déchetterie industrielle. Face à cela, nous ne pouvons pas compter sur ceux qui en sont les responsables, ceux qui inlassablement nous répètent que nous vivons dans le meilleur des mondes. Nous préférons compter sur l'émergence collective de la population, des jeunes, des travailleurs sur la scène politique. Il nous faut imposer une réelle démocratie, synonyme de contrôle, mais aussi de nouveaux rapports économiques basés sur le partage du travail mais aussi des richesses. Une seule issue pour échapper à la barbarie: la Révolution !

REUNION DEBAT

L'impérialisme français en Afrique

**Mercredi 12 janvier
19h00**

Local de la LCR,
99 rue Camille Sauvageau
(St Michel)

« A bordeaux 1, l'accueil des étudiants handicapés est une priorité... » pouvait-on lire dans le n° 56 de la revue du conseil général de gironde. Voici comment la fac est présentée à un étudiant handicapé moteur avant son inscription.

Malheureusement le quotidien de ce dernier se révèle bien différent de celui d'un étudiant valide. Monte-charge non mis aux normes tombant en panne très régulièrement ; les bâtiments, quand ils ne sont pas complètement inaccessibles, disposent d'une entrée pour personnes handicapées située à l'opposé de l'entrée habituelle ; aucun WC adapté, un RU où une personne handicapée est obligée de se faire accompagner pour prendre son plateau ; voilà une petite partie de ce que rencontre un étudiant handicapé s'il souhaite suivre une scolarité de manière « intégrée ».

Simple vétusté des installations ? Difficulté de mettre tout aux normes en même temps ? Pas vraiment. Si une réelle politique d'intégration était mise en œuvre, ce ne serait pas un seul professeur chargé de mission par la fac mais plusieurs temps pleins (secrétaires, auxiliaires de vie...) destinés à cet effet. Au lieu de ça, l'université considère que gérer l'accompagnement d'un étudiant en dehors des cours (repas, WC...) « n'est pas la politique de la maison ». Dans ces conditions, obtenir son examen est un véritable exploit : qui prétend pouvoir suivre un cours le ventre vide et la vessie pleine ?

Face à ces problèmes, quelle meilleure opportunité pour des entreprises souhaitant faire leur entrée dans la fac par un biais détourné. Une loi stipule que toute entreprise possédant plus de 20 salariés et moins de 6% d'employés handicapés doit verser une taxe à l'AGEFIPH. Une entreprise peut en être exonérée à l'aide de différentes pirouettes : stages bidons, pseudo-mécénats... Une des plus belle prestation en 2003 a été la promesse puis le désengagement d'IBM pour l'adaptation d'un logement pour un coût de plus de 15 000€. Ces « coups de pouce » sont évidemment faits de manière incohérente et servent surtout à faire une belle vitrine aux entreprises se dégageant du même coup de leur obligation d'intégration.

Il est prévu que l'université donne les moyens d'étudier à toute personne titulaire d'un baccalauréat. Ce principe n'a jamais été appliqué aux personnes handicapées et même si certaines choses sont annoncées comme s'améliorant (nouvelles lois, prise de conscience), il ne faut rien attendre d'un système qui exclut tous les improductifs et encore moins d'entreprises alléchées par des avantages divers. La solution ne peut venir que :

- de la revendication d'une université non seulement ouverte à tous, mais donnant les moyens d'étudier dans de bonnes conditions,
- du refus de toute entrée d'une entreprise à la fac.

L'intégration des personnes handicapées n'est pas une affaire de charité, c'est une lutte politique qui rentre dans le cadre de toutes les luttes anticapitalistes.

Hypocrites & menteurs. Comment exploiter de l'étudiant ?

Etudiantes à l'université, ma colocataire et moi-même sommes employées à H&M 8 heures par semaine pour financer nos études. Nous ne sommes malheureusement pas des cas isolés.

Aujourd'hui, plus de 50% des étudiants sont obligés de se salarier. En effet, mes frais d'université, inscription, achats de livres, etc, et la vie de tous les jours ne cessent d'augmenter. Trouver un emploi « décent » qui correspond à l'emploi du temps de la fac est chose rare. Il ne reste alors que le choix de jobs « façonnés pour les étudiants », conçus par et pour les grandes multinationales.

Pour le cas d'H&M, les étudiants signent la plupart du temps pour un contrat de 8 heures par semaine. Mais bien souvent l'entreprise le module selon ses besoins et les contrats se trouvent enrichis d'avenants qui peuvent atteindre jusqu'à 24 heures par semaine. Ils justifient cette extension du temps de travail au nom de « semaines exceptionnelles » et « de journées ponctuelles ».

Pour éviter les refus des salariés, l'entreprise crée et entretient un pseudo-esprit d'équipe. Tout les stratagèmes sont bons pour cela : « le principe de l'entreprise, c'est le tutoiement » nous dit-on dès l'entretien d'embauche... Tous les salariés parent entre eux avec un vocabulaire spécifique. Ne dites pas : « enlève les débardeurs du portant et nettoie-moi la partie prêt de la vitrine » mais « enlève les basics du horse et clean la zone à spot ». Cela donne l'impression d'appartenir au monde très réservé de la mode et çà alors, c'est une aubaine !

Le point culminant de cette illusion collective est sans nul doute l'annonce des profits de la journée en plein nettoyage du magasin. Les félicitations qui l'accompagnent généralement t'encouragent à finir ton travail aussi bien que tu l'as commencé. On te remercie d'avoir fait gagner à H&M des centaines de milliers d'euros : tu en seras récompensé, ton SMIC horaire t'attend à la fin du mois.

1918 - histoire de la fin d'un massacre

On fête tous les ans le 11 novembre l'armistice, la fin du grand massacre. Au fait, pourquoi cette guerre s'est-elle arrêtée si brusquement ?

Fin octobre 1918, l'état-major allemand décide de lancer une ultime grande bataille navale, une espèce de baroud d'honneur - un honneur de classe.

Mais les hommes qui vont être envoyés à une mort certaine se rebiffent; deux vaisseaux de ligne refusent d'appareiller, se mutinent. Les officiers font pointer les canons des autres bâtiments vers les navires insurgés; les mutins se rendent, sont emprisonnés et attendent la sanction du tribunal militaire - le peloton d'exécution. L'opération navale est annulée, et les autres équipages, qui ont failli se révolter aussi, rentrent à Kiel le 1^{er} novembre. Ceux à qui ils doivent l'annulation de l'opération navale vont être exécutés - que faire ?

Les marins tiennent meeting à la maison des syndicats avec l'infanterie et les ouvriers des docks, demandent la libération des mutins. Le lendemain, ils trouvent la maison des syndicats fermée et gardée par des sentinelles armées. Une grande manifestation s'ébranle alors dans les rues de Kiel. A un coin de rue, une patrouille tire sur la foule pour la disperser, mais les matelots ripostent. C'est le coup d'envoi de la révolution en Allemagne.

Le 4 novembre, les matelots savent qu'il n'y a plus de retour en arrière possible. Ils élisent des conseils de soldats, désarment leurs officiers et hissent le drapeau rouge sur leurs navires. Puis ils descendent à terre armés, sous l'égide de leurs conseils, occupent les bâtiments publics, la gare et la prison militaire d'où ils délivrent leurs camarades. Un détachement de l'armée, envoyé pour écraser le soulèvement des marins, fraternise. L'infanterie de marine se solidarise; les dockers décrètent la grève générale. Le soir du 4, Kiel est aux mains de quarante mille marins et soldats insurgés.

L'ordre ancien prend feu - en trois jours. La révolution gagne les villes une à une ; le 9 novembre, dans toute l'Allemagne, l'ordre ancien est balayé - le Kaiser est en fuite - et partout des conseils d'ouvriers et de soldats sont élus et dirigent la révolution. La première revendication, la paix, est gagnée seulement deux jours plus tard.

La première guerre mondiale a été engagée par les bourgeoisies européennes ; elle n'a pris fin que grâce aux révolutions russe (paix sur le front est en mars 1918) et allemande (novembre 1918).

Sélection de livres

sur la « der des ders »

E M Remarque

A l'ouest, rien de nouveau
(livre de poche)

L'histoire d'un jeune allemand plongé brutalement dans l'horreur de la guerre.
Un grand livre d'un grand auteur pacifiste

Humphrey Cobb

Les sentiers de la gloire

L'imbécillité et l'arrogance des généraux français qui n'hésitent pas à sacrifier des hommes et à les fusiller par soif de gloire.

Stanley Kubrick a tiré de ce livre un film du même nom qui fut à sa sortie et pendant des années censuré en France.

Henry Poulaille

Pain de soldat (les cahiers rouges)

Tardy (Bande dessinée)

La der des ders (Casterman)

Un détective en 1920 confronté à ses souvenirs de guerres.

Si vous avez la chance de les trouver, les livres de **Ernst Gläser** sont de merveilleux témoignages de cette époque d'un écrivain ayant choisi la paix et la révolution.

Classe 1902

(réédité aux éditions Nuits Rouges)

La Paix

sur la révolution allemande

Le dernier civil

sur la montée du fascisme

ETRE REVOLUTIONNAIRE, EST-CE D'ACTUALITE ?

Alors que les gouvernements successifs détruisent les acquis sociaux et collaborent avec le patronat pour les intérêts d'un petit nombre de profiteurs,

Alors que ces gouvernements sont eux-mêmes soumis aux critères ultra-libéraux et réactionnaires de l'Union Européenne,

Alors que les impérialistes européens ou américains affament le tiers monde, tuent pour des intérêts économiques, et pétroliers pour quelques grandes firmes qui dictent leurs lois au monde, alors que des peuples sont réduits en esclavage ou voient leurs droits élémentaires bafoués, pour l'intérêt des « civilisés », des nouveaux colonialistes, en Palestine, en Afrique ou même en Polynésie,

Alors que toutes les résistances sont victimes d'une répression féroce, dans le monde (Kurdistan, Palestine, Côte d'Ivoire...) et même en France et en Europe (vigipirate, limitation des droits de grève, lois Sarkozy...),

Alors que les jeunes se retrouvent en grand nombre au chômage, que ceux qui font des études voient leurs conditions de travail se dégrader et sont obligés de bosser dans la précarité,

On peut affirmer que le capitalisme est l'ennemi de l'humanité, c'est pourquoi il est important de résister ensemble aux attaques contre nos acquis sociaux et de réfléchir ensemble à un autre système mondial pour demain.

Un système où ce seront les intérêts des peuples qui seront primordiaux, un socialisme puis un communisme qui n'aura rien des socialismes dégénérés staliniens qui ont pu exister, un communisme qui est loin d'être utopique à l'heure où une infime partie des hommes opprime tout le reste de l'humanité et détruit l'environnement pour en tirer quelques profits.



Pour joindre les JCR et la LCR, n'hésitez pas à prendre contact avec les militants.

Local JCR/LCR (Quartier St Michel) :

99, rue Camille Sauvageau- 33800 BORDEAUX

05 56 91 40 25 ou jcr-33@tiscali.fr

